

Mot de Francesca Di Mauro, Directrice adjointe Afrique, Union Européenne, Représentante des Partenaires techniques et financiers, lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion du RPCA,
6 Décembre 2021

Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres, Commissaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, Secrétaire Exécutif du CILSS et Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Mesdames et Messieurs les Membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) ; Chers invités, chers amis, en vos titres, grades et qualités ;

En tant que représentante des partenaires techniques et financiers et en particulier de l'UE, je ne peux que totalement partager les inquiétudes précédentes et les deux points soulevés par le Président Mayaki.

Inutile de nier les évidences, nous sommes plongés dans l'œil du cyclone : une crise alimentaire pire que jamais, une situation qui se dégrade, année après année, sans voir un début de renversement de tendance. Alors que jusque dans les années 2010, nous tournions, en période de crise, autour de 10 millions de personnes nécessitant une assistance alimentaire pour leur survie, voilà que le chiffre de prévision de 30 millions semble devoir être dépassé dès l'an prochain.

Nous le savons la crise est multifactorielle et avant tout sécuritaire, une crise du monde rural dont l'une des composantes est la mutation rapide des systèmes, avec à la clé, la gouvernance et l'accès aux ressources, notamment naturelles. Les différentes crises politiques, sécuritaire, alimentaire, environnementale et climatique s'autonourrissent et s'entremêlent. Il serait donc illusoire d'imaginer un règlement de la crise sécuritaire sans avoir réglé au préalable la crise alimentaire et vice versa.

De plus, la pandémie du COVID ne fait qu'empirer cette situation, notamment avec un impact significatif sur le prix des denrées alimentaires (+ 30 % au niveau international et parfois bien plus localement). Mais également sur l'espace fiscal des pays les plus pauvres, qui se voit encore plus réduit pour répondre aux besoins des populations, de sécurité ou d'investissements.

Lors de la réunion d'avril dernier, le Président Mayaki nous avait, à juste titre, appelés à un changement de paradigme. Le passage du concept à sa concrétisation demeure un défi, notamment pour l'opérationnalisation d'un réel « nexus » entre les approches humanitaires, de développement et de paix /sécurité. Par exemple, comment renforcer la concertation entre les acteurs sur les approches humanitaire et sécuritaire.

Le défi principal lié à ce cocktail de crises, passe premièrement par le fait d'assurer une réponse immédiate aux besoins urgents des familles en situation de crise alimentaire et nutritionnelle, comme indiqué dans les conclusions du dernier PREGEC.

Il passe également et évidemment par des réponses plurielles, y compris des dialogues inclusifs entre acteurs de la société – sans oublier le renforcement des capacités de réponse des États à la multiplicité des besoins sociaux de base d'une population de plus en plus nombreuse et en quête d'un meilleur avenir. La question fondamentale réside à ce niveau et nous devons tous collectivement (gouvernements, société civile, partenaires...) trouver la bonne réponse, sans quoi il nous sera difficile – voire impossible - d'inverser durablement les tendances devenues extrêmement négatives. Le RPCA est le forum idéal, de par ses compétences et la pluralité de ses participants, pour traiter de ces questions liées aux systèmes alimentaires, impulser des approches plus inclusives en matière de gouvernance des

enjeux alimentaires et nutritionnels tant au niveau national que régional et lutter contre la montée contreproductive de stigmatisation ethnique, communautaire ou de catégorie d'acteurs, tel que ça pu être le cas à propos de l'élevage notamment pastoral.

Le défi est en effet la reconstitution du lien social entre les différents segments de la société, pour un apaisement des tensions et conflits.

En plus d'une réponse adéquate à l'urgence actuelle et à venir, les solutions pour atténuer la situation de crise alimentaire croissante existent en effet et je n'aurais pas le temps ici de les citer toutes, que ce soit la Grande Muraille Verte, les actions d'appui aux dispositifs nationaux pour la gestion des crises alimentaires, les programmes de la CEDEAO et l'UEMOA pour la résilience et la soutenabilité des systèmes alimentaires, celles du CILSS, les actions et institutions de l'Union Africaine, avec le CAADP, l'African Risk Capacity, etc.

Mais, reconnaissons-le : les partenaires techniques et financiers que nous sommes ne peuvent que compléter la réponse des dispositifs nationaux aux urgences alimentaire et nutritionnelle, accompagner des dynamiques endogènes, propres à la région mais non les initier. Plus que jamais, notamment de par la multiplication des défis et l'impact budgétaire consécutif tant pour les États que pour les partenaires extérieurs, la coordination, l'alignement et la mise en synergie des actions est indispensable, pour autant que cette solution endogène émerge.

Je ne peux que me réjouir des débats de demain sur la thématique « FEMMES, CONFLITS ET ENJEUX ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS ». En effet, si les femmes sont les premières victimes des crises, comme l'a justement rappelé le Docteur Mayaki, ou marginalisées dans les pratiques comme pour l'accès au foncier, ce sont elles également qui sont le principal vecteur de changement. Et elles l'ont prouvé à maintes reprises dans la région.

Je ne peux que paraphraser les tracts qui circulaient au début des années 2000 au Liberia qui même s'ils peuvent sembler datés sont bien toujours d'actualité : « Nous sommes fatigués! Nous sommes fatigués que nos enfants soient tués, meurent de faim ou souffrent de malnutrition ! Que leur avenir soit compromis par cette insécurité alimentaire persistante. Nous sommes fatigués d'être maltraités !! Femmes, réveillez-vous - vous avez une voix dans le processus de stabilisation et de retour à la sécurité alimentaire! ». Inspirons-nous du Prix Nobel 2011, Leymah Gbowee qui, comme d'autres moins connues (j'ai à ma disposition d'autres exemples au Mali, au Burkina, au Kenya, etc... et je pense que vous les connaissez également) nous indique la voie et a démontré que les femmes sont à même d'aider à changer le destin d'une Nation.

Car ce sont les femmes qui assurent la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants, qui dessinent les générations futures. Je ne les relègue bien sûr pas à ce rôle seulement, mais je souhaite simplement rappeler leur centralité. Vous le savez, vous êtes indispensables ; vous le savez, sans vous, pas de lendemains. Plus que jamais nous avons besoin de vous entendre les femmes, à tous les niveaux, dans tous vos rôles.

Je peux vous assurer au nom des partenaires que nous sommes prêts à vous accompagner toutes et tous pour renverser les tendances actuelles et faire en sorte d'y parvenir tous ensemble.

Je vous remercie et souhaite plein succès à vos travaux.